



Conseil économique et social

Distr. limitée
10 juillet 2006
Français
Original : anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2006

6-8 septembre 2006

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Recommandation de financement par prélèvement sur les autres ressources, sans prélèvement sur les ressources ordinaires

Croatie

Résumé

Le descriptif de programme de la Croatie est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver, pour la période 2007-2011, le budget indicatif global, d'un montant de 7 800 000 dollars à imputer sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2006/18.



Données de base

(2004, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants âgés de moins de 18 ans (en millions)	0,7
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes)	7
Insuffisance pondérale (% , modérée et grave) (1995-1996)	1
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 2001)	2
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (% , garçons/filles) (2002-2003)	90/89
Élèves atteignant la cinquième année de l'enseignement primaire (% , 2001-2002)	100 ^y
Accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité (% , 2002)	—
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% , fin 2003)	0,1
Enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent (%)	—
Revenu national brut par habitant (en dollars É.-U.)	65 %
Enfants âgés de 1 an ayant reçu les trois doses du triple vaccin diphtérie/coqueluche/ tétanos (DCT/3) (%)	96
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%)	96

^y Pourcentage d'élèves ayant achevé la quatrième année.

La situation des enfants et des femmes

1. Depuis le milieu des années 90, la Croatie connaît une solide croissance économique (croissance annuelle moyenne du PIB de 4 %) et des taux d'inflation inférieurs à 10 %. Les indicateurs de base que sont le taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (7 pour 1 000 naissances vivantes) et le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (98 %) soutiennent très favorablement la comparaison avec ceux d'autres pays de la région. Le taux de prévalence du VIH reste inférieur à 0,1 %.

2. La Croatie avait déjà de bons indicateurs sociaux lorsque les objectifs du Millénaire pour le développement ont été établis. Il est vraisemblable qu'elle atteindra ces objectifs, à condition de mener une politique qui s'attache résolument à sortir les groupes désavantagés de la pauvreté (liée au revenu ou non), et de l'assortir des ressources nécessaires. Dans son nouveau cadre stratégique de développement pour 2006-2013, qui est en cours de finalisation, le Gouvernement a manifesté sa ferme volonté de réaliser l'objectif 2 relatif à l'enseignement primaire pour tous. En revanche, l'exclusion sociale de longue date et la persistance des disparités pourraient entraver la réalisation de l'objectif 1, relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, et de l'objectif 3, relatif à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

3. L'Union européenne a accordé à la Croatie le statut de candidat. Les négociations en vue de son adhésion à l'Union ont commencé en octobre 2005; certains aspects de sa législation sont actuellement examinés, et elle-même, en coopération avec la Commission européenne, élabore un Mémoire conjoint sur l'inclusion sociale.

4. La Croatie a ratifié en 1992 la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle a créé en 1999 le Conseil national pour l'enfance qu'elle a chargé de suivre et de coordonner l'application de la Convention. Le cadre normatif a été renforcé avec la ratification en 2002 des deux protocoles facultatifs à la Convention. La Croatie a soumis en 2004 son deuxième rapport périodique au Comité des droits de l'enfant.

5. Le nouveau cadre stratégique de développement pour 2006-2013 vise principalement à créer un secteur privé compétitif. On y a souligné la nécessité de développer plus avant les questions suivantes : cohésion sociale, atténuation de la pauvreté, accroissement de l'efficacité des transferts sociaux et protection de l'enfant et mesures propres à assurer son épanouissement.

6. En 2006, le Gouvernement a adopté le Plan national d'action 2006-2012 pour les droits et les intérêts de l'enfant qui constitue un ensemble exhaustif de mesures visant à promouvoir une réalisation plus poussée et une meilleure protection des droits de l'enfant, eu égard en particulier aux questions soulevées dans les observations finales du Comité des droits de l'enfant; au document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants intitulé « Un monde digne des enfants »; et à d'autres textes énonçant des engagements pris sur le plan international ou national en faveur des enfants.

7. Malgré de bons indicateurs de base en matière de santé et d'éducation, il existe des problèmes structurels et profonds qui empêchent la pleine réalisation des droits de l'enfant en Croatie. Les enfants représentent moins d'un quart de la population, et les taux de natalité ont fortement baissé au cours des 15 dernières années. Les disparités quant au revenu des ménages et au niveau de pauvreté des enfants vont du triple au sextuple selon les groupes socioéconomiques et selon les régions. En 2004, près d'un Croate sur cinq vivait dans la pauvreté. Malheureusement, on ne dispose pas de données sur le nombre d'enfants pauvres, et peu de progrès ont été faits ces dernières années sur la voie d'une atténuation de la pauvreté. La diminution de la population, en particulier dans des zones rurales pauvres et isolées a aussi entraîné une diminution du nombre de services sociaux de grande qualité et des possibilités d'accéder à ceux qui existent. Les inégalités entre hommes et femmes persistent puisque beaucoup plus de femmes que d'hommes sont au chômage ou sont mal rémunérées et que les mères célibataires sont plus exposées à la pauvreté.

8. Le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par les disparités en matière d'accès à l'éducation dont pâtissent les enfants roms, les enfants pauvres, les enfants handicapés et les enfants étrangers. En dépit des progrès réalisés récemment, l'exclusion, la discrimination et les stéréotypes tenaces, à l'égard des enfants handicapés et aussi des enfants appartenant à des minorités (en particulier des enfants roms), restent très fréquents. Le taux global d'inscription aux activités préscolaires est passé de 36 % en 1995 à 43 % en 2005 mais il reste trop faible, et il descend même au-dessous de ces chiffres chez les enfants pauvres et marginalisés, qui ne bénéficient pas de mesures adaptées à leur cas.

9. Le Comité des droits de l'enfant et le Comité de l'ONU contre la torture ont soulevé en 2004 la question de la violence dans la famille et dans les établissements résidentiels. Alors que des mesures ont été prises pour faire reculer la violence dans les écoles, le problème de la violence dans la famille et dans les établissements résidentiels reste grave, de l'avis général.

10. On ne dispose toujours que de peu de données et d'informations sur les sévices ou le délaissement dont des enfants sont victimes au sein de leur famille et dans les établissements résidentiels, si bien que ces problèmes sont insuffisamment traités. Les données les plus récentes montrent que 1 558 enfants dont les parents ne s'occupaient pas assez ont été placés dans des établissements résidentiels et que 2 331 vivent dans des familles d'accueil. Du fait de l'inefficacité du système de protection de l'enfance, les enfants qui sont retirés à leur famille d'origine passent quatre ans et demi en moyenne dans ces établissements. Un grand nombre d'enfants handicapés vivent aussi dans divers types d'établissements résidentiels qui relèvent de différents ministères. Le système de collecte de données est médiocre, et il est presque impossible de déterminer exactement le nombre d'enfants dans cette situation. Plus préoccupant encore est le sentiment largement partagé que le traitement que les enfants reçoivent dans les établissements résidentiels est préférable à celui qu'ils reçoivent en milieu familial. Faute de services de soutien à l'échelle de la communauté, quelque 4 000 enfants handicapés ne fréquentent aucun type d'établissement scolaire.

11. Les familles pauvres n'ont pas suffisamment d'occasions d'acquérir les compétences voulues pour mieux guider et protéger leurs enfants. Les connaissances et pratiques des parents quant aux soins à donner à l'enfant pour assurer son épanouissement sont insuffisantes et souvent inadaptées, et les châtiments corporels sont très fréquents. Les accidents domestiques et les accidents de la route sont les principales causes de mortalité des enfants âgés de 1 à 18 ans. Les taux d'allaitement au sein restent faibles (moins de 30 %), en particulier dans les zones rurales et les zones peu développées.

12. En outre, la décentralisation récemment en marche crée de nouvelles difficultés pour les autorités locales, en particulier pour celles qui sont les moins en mesure de consacrer des ressources et de mettre en place de nouveaux services pour les enfants et les familles. En fait, les disparités risquent d'être exacerbées si la décentralisation ne prend pas en compte les localités où vivent les groupes les plus désavantagés de la population.

13. Le système national de suivi de la situation des enfants reste insuffisamment développé. Le cadre juridique de protection des droits de l'enfant est exhaustif mais les mécanismes d'application et d'orientation laissent encore à désirer. Les allocations de ressources au secteur social sont comparables à celles d'autres pays de la région, mais le fait que les ressources budgétaires et l'assistance sociale ne sont pas assez axées sur la santé et l'éducation constitue un problème majeur. Il en résulte que les dépenses sociales ne profitent pas assez aux enfants désavantagés.

14. Les enfants et les jeunes sont rarement consultés au sujet des décisions qui les touchent; néanmoins, il y a de très bons exemples de leur participation, comme l'Initiative des villes amies des enfants qui est menée avec d'actifs conseils municipaux pour les enfants. Le statut de ville amie des enfants a été accordé à sept villes et municipalités et le sera bientôt à 53 autres.

15. La Croatie est sur la bonne voie mais il lui faut faire davantage pour lutter contre les disparités et l'exclusion et s'assurer ainsi que tous les enfants réalisent pleinement leur potentiel, qu'ils sont inclus dans une société croate solidaire et qu'ils y joueront leur rôle. À cette fin, il faut que les parents s'occupent mieux de leurs enfants. Il faut aussi moins recourir au placement dans des établissements et faire baisser la violence, veiller plus rigoureusement et plus systématiquement au

respect des droits de l'enfant, prendre des mesures ciblées pour rendre les services publics socialement efficaces et leur allouer des ressources adéquates à l'intention des enfants désavantagés.

Principaux résultats et enseignements tirés de la coopération réalisée en 2003-2006

Principaux résultats

16. Depuis la fin des années 90, l'UNICEF a aidé le Gouvernement croate à renforcer le système de justice pour mineurs, à élaborer des mécanismes visant à promouvoir les droits de l'enfant et s'assurer qu'ils sont observés, et à créer le bureau d'un ombudsman indépendant pour les enfants. On s'est aussi efforcé davantage de faire mieux connaître la Convention relative aux droits de l'enfant et d'aider le Gouvernement à élaborer des politiques axées sur les jeunes et à accorder une attention accrue aux droits de l'enfant.

17. L'UNICEF a fourni à la Croatie une assistance consultative et technique globale pour une réforme politique. Depuis quatre ans, dans le cadre de la campagne « Tous les enfants ont besoin d'une famille », des efforts particuliers sont consacrés à la lutte contre la violence dans les écoles et à l'organisation de soins en milieu familial pour les enfants vulnérables dont les parents ne s'occupent pas. Ainsi, 216 écoles ont participé à des programmes de prévention de la violence et, dans ces écoles, les brimades ont sensiblement diminué.

18. Entre autres résultats concrets, il faut signaler une prise de conscience accrue des besoins et des droits des enfants. La population, et en particulier le secteur privé, comprend beaucoup mieux la valeur des enfants et de leurs droits. Le nombre des familles d'accueil a augmenté et, comme suite à des changements apportés dans les politiques et la législation, un nouveau système d'aide et de suivi en faveur des enfants confiés à ces familles a été mis en place.

19. Depuis le début de la période actuelle de coopération, l'UNICEF en Croatie est devenu une entité financièrement autonome, toutes les activités inscrites au programme étant financées par des ressources du secteur privé recueillies dans le pays. Depuis que les appels de fonds ont commencé en 2003, l'UNICEF Croatie reçoit des ressources financières de la population et du secteur privé. En trois ans seulement, le montant total des recettes provenant de la vente d'articles et de la collecte de fonds dans le secteur privé est passé de 345 000 dollars à 1 436 000 dollars, 70 % des fonds ayant été recueillis auprès des particuliers et le reste auprès du secteur privé. Le bureau a aussi mobilisé d'importantes contributions en nature, en particulier du temps d'antenne gratuit, et des services de publicité et de relations publiques, dont la valeur, depuis 2003, dépasse 1 million de dollars par an.

20. La proportion de la population qui, sans hésiter, dit connaître les activités de l'UNICEF est passée de 10 % en 2003 à 50 % en 2006, et les chiffres correspondants dans le cas du secteur privé sont de 5 % et 77 %, respectivement. Cette forte hausse découle directement de la stratégie de l'UNICEF qui est de lancer des campagnes d'information ciblées et fortement médiatisées. Des entreprises solidaires de relations publiques et de publicité ont reçu un total de 12 prix internationaux et nationaux prestigieux pour récompenser la créativité et l'impact de leurs campagnes en faveur de l'UNICEF.

Enseignements tirés

21. Des données fiables et cohérentes sont indispensables pour élaborer des politiques et des activités de sensibilisation fondées sur des faits. Lorsque des changements sont souhaités, il importe que les demandes à cet effet soient fondées sur des informations solidement étayées, en particulier lorsque l'on élabore de nouvelles politiques pour faire reculer la pauvreté et d'autres formes d'exclusion, pour essayer d'améliorer les pratiques qui régissent l'éducation des enfants, pour lutter contre la violence à l'égard des enfants et pour modifier, dans la famille et dans la société, les comportements porteurs de violence.

22. Des partenariats forts et novateurs sont essentiels pour gagner l'appui massif du public et pouvoir exiger de meilleures conditions de vie pour les enfants. Parce qu'on a sensibilisé littéralement chaque famille aux droits de l'enfant, par le biais des médias ou par courrier, la société croate a pris conscience de ces droits, et elle est déterminée et incitée à agir pour le bien des enfants. Cet état d'esprit permet de militer pour d'autres réformes d'ordre structurel et politique, et encourage le secteur privé à apporter les ressources indispensables pour mener à bien des interventions au titre du programme.

23. L'évolution rapide de la situation, et une concurrence accrue en ce qui concerne la collecte de fonds dans le secteur privé local, exigent des approches novatrices et dynamiques pour gagner ou conserver des parts de marché et obtenir pour les enfants le soutien de donateurs. Les interventions au titre du programme doivent être soigneusement choisies et ciblées, et être mises en œuvre vite, efficacement et en toute transparence pour faciliter la communication avec les médias et les donateurs. Il est essentiel de réaliser les principales phases et les objectifs du programme dans des délais relativement courts, même lorsque ce sont des changements à plus long terme qui sont recherchés. Informer les donateurs et leur rendre compte sont des façons de gagner leur confiance, et les conditions nécessaires pour qu'ils continuent d'apporter leur aide.

Programme de pays pour la période 2007-2011

Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programme</i>	<i>Autres ressources</i>
Protection des enfants contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation . . .	1 800
Développement du jeune enfant	2 000
Plaidoyer en faveur de politiques et partenariats pour la défense des droits des enfants	1 800
Coûts intersectoriels	2 200
Total	7 800

Processus préparatoire

24. Le programme a fait l'objet de consultations systématiques avec des représentants du Gouvernement, de la société civile et du secteur privé et des partenaires internationaux clefs, tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Le projet de programme de pays a été présenté à de très nombreux partenaires dans le cadre de consultations qui ont duré une demi-journée.

Buts, principaux résultats et stratégies

25. Le programme de pays vise principalement à améliorer la promotion, la protection et la réalisation des droits des enfants en s'attaquant aux problèmes interdépendants que constituent les disparités, l'exclusion sociale et la violence à l'égard des enfants.

26. En appuyant le Gouvernement et la société civile et en coopérant avec le secteur privé, les médias et d'autres partenaires, l'UNICEF contribuera à l'obtention des résultats suivants au niveau national d'ici à 2011 : a) le nombre de cas de violence à l'égard d'enfants qui seront décelés, dûment consignés, signalés et confiés aux autorités compétentes sera multiplié par deux; b) 80 % des écoles primaires au moins appliqueront les normes relatives à la lutte contre la violence en milieu scolaire; c) 50 % des parents au moins apprendront à mieux s'occuper de leurs enfants; d) les fonds publics alloués aux enfants issus de milieux défavorisés ou exclus seront en augmentation; e) la base de connaissances sur les enfants sera renforcée et le système de suivi indépendant du respect des droits des enfants amélioré.

27. Les ressources mobilisées à l'échelon local devraient tripler et les recettes augmenter de façon constante. Les partenariats seront encore renforcés de façon à multiplier par deux le nombre de Croates disposés à appuyer le travail mené par l'UNICEF auprès des enfants d'autres pays.

28. Les partenariats seront au centre de la stratégie du programme de pays. Les activités menées avec les médias et le secteur privé se traduiront par un mouvement accru et un appui plus affirmé en faveur de changements politiques et sociaux et permettront de mobiliser les moyens financiers voulus pour amorcer ces changements.

29. L'UNICEF fera fond sur les priorités nationales existantes et sur les priorités dégagées à l'occasion d'enquêtes organisées auprès du public à intervalles réguliers afin de tirer le meilleur parti des ressources, de l'appui du public et de la volonté politique, le tout au profit des enfants. Des thèmes de fond concernant la mobilisation sociale, la mobilisation de ressources et les interventions feront partie des composantes du programme relatives à la protection des enfants et au développement du jeune enfant et seront choisis en fonction des problèmes qui se feront jour et des analyses de la situation. Aux fins d'obtenir un appui suffisant de la part des donateurs privés locaux, il faudra choisir des thèmes et des domaines d'intervention aisés à expliquer, assortis d'objectifs mesurables et de nature à rassembler différents segments de la société croate.

30. L'accent sera mis sur le renforcement des liens familiaux et l'infléchissement des mentalités, des normes et des comportements vis-à-vis des enfants ainsi que sur

le renforcement des capacités et la responsabilisation des prestataires de services. Afin d'améliorer la prise en compte systématique des problèmes des enfants, de renforcer la détection précoce des violations des droits des enfants et d'apporter une réponse adaptée, l'UNICEF aidera le Gouvernement à affiner les mandats et à étoffer les compétences des prestataires de services et des associations professionnelles.

31. En outre, le Fonds aidera le Gouvernement dans le cadre de recherches dont les résultats serviront à orienter les politiques en faveur des enfants et montreront l'intérêt qu'il y a à investir dans les services sociaux offerts aux enfants.

32. Les fonds alloués au programme pour répondre aux besoins des enfants croates seront mobilisés dans le pays, mais on s'attachera aussi à lancer des activités de collecte en faveur de programmes épaulés par l'UNICEF ailleurs qu'en Croatie.

Rapprochement avec les priorités nationales et avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

33. Le programme de pays ira dans le sens de la stratégie et des plans de développement du Gouvernement, l'accent étant mis sur les éléments du cadre stratégique pour le développement qui ont trait aux enfants, à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la cohésion sociale et à la promotion de la responsabilité des milieux d'affaires vis-à-vis de la société.

34. Le programme concourra directement aux priorités du programme d'action national en faveur des droits et des intérêts des enfants pour 2006-2012, notamment le renforcement du rôle des parents et des familles, la prévention de la violence à l'égard des enfants et les mesures à prendre à cet égard et la réduction des disparités.

35. Le cycle de programme, 2007 à 2011, cadre avec celui du PNUD et avec le plan de développement national dont l'élaboration est sur le point d'être achevée. La Croatie n'a pas procédé à un bilan commun de pays ni mis au point un plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, mais les stratégies et résultats escomptés ont été coordonnés avec les organismes compétents des Nations Unies et la Banque mondiale.

36. Le programme de pays s'articule avec les efforts faits par la Banque mondiale pour garantir un développement régional équitable dans le cadre de sa Stratégie d'aide-pays et concorde avec l'accent mis par la Banque sur la réforme de l'administration publique, la rationalisation des dépenses publiques, actuellement très élevées, et l'amélioration des services fournis. La lutte contre l'exclusion sociale fait aussi partie intégrante du programme du PNUD. En association avec le PNUD, l'UNICEF coopérera avec la Banque mondiale afin d'appuyer la réforme des secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Rapprochement avec les priorités internationales

37. Le programme de pays aidera la Croatie à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en réduisant les disparités, afin que les droits des enfants qui vivent dans les zones les plus défavorisées soient garantis dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection.

38. Les principales priorités que la Commission européenne s'est fixées dans l'actuel document de stratégie de pays pour la Croatie sont la stabilisation de la démocratie, le développement économique et social, le renforcement de la cohésion sociale, et la création d'une société civile dynamique et active. La Commission cherche également à appuyer la marche vers la décentralisation en facilitant l'élaboration et l'exécution d'une stratégie nationale de développement régional et local. Il s'agit par là de veiller à ce que l'administration à tous les niveaux dispose des moyens voulus pour s'acquitter des nouvelles obligations qui lui incomberont.

39. Le programme de pays est conçu pour contribuer directement à ces stratégies en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des particuliers, des institutions et des professionnels afin d'éviter que les enfants ne soient placés en institution, de lutter contre la violence à l'égard des enfants et de permettre aux enfants issus de familles défavorisées et marginalisées sur le plan social de tirer parti de la réforme.

Composantes du programme

40. **Le programme de protection des enfants contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation** vise à répondre aux préoccupations exprimées par la population croate et le Comité des droits de l'enfant concernant la violence à l'égard des enfants. Il permettra de multiplier par deux le nombre de cas de violence à l'égard d'enfants qui sont décelés, dûment consignés, signalés et confiés aux autorités compétentes. En outre, 80 % des écoles primaires appliqueront les normes relatives à la lutte contre la violence en milieu scolaire.

41. Dans le cadre de cette composante, on s'emploiera à mieux sensibiliser la société en général et les acteurs qui s'occupent de l'éducation, des services sociaux et de la santé au problème de la violence à l'égard des enfants de façon à trouver les moyens d'y répondre. Dans le domaine de l'éducation, on poursuivra les activités engagées pour lutter contre la violence à l'école et faciliter l'adoption de solutions de rechange au placement des enfants vulnérables en institutions. Dans le domaine des services sociaux, on étoffera le savoir-faire des intervenants qui viennent en aide aux familles et aux enfants à risque. Les intervenants pourront déceler les signes avant-coureurs, prendre des mesures et apporter une aide aux familles à risque et aux familles d'accueil. Dans le domaine de la santé, on renforcera les qualifications du personnel, notamment les infirmiers qui donnent des soins à domicile, les pédiatres, les médecins et les infirmiers dans les maternités. Ces activités seront associées au renforcement des capacités des parents, comme décrit dans le programme de développement du jeune enfant, afin de lutter contre les châtements corporels et la violence dans les familles. Cette composante appuiera les initiatives prises par le Ministère de la santé et des services sociaux et le Ministère de la science, de l'éducation et des sports et fera intervenir les partenaires de l'Institut de formation des enseignants et d'associations professionnelles.

42. **Le programme de développement du jeune enfant** vise à combler une lacune décelée par la Banque mondiale et l'Union européenne dans la société croate, à savoir le manque de sensibilisation et de mobilisation de la population et la faible participation de la société civile dans le développement social local. Cela se traduit dans la vie familiale par des pratiques parentales critiquables, un recours fréquent aux châtements corporels et un nombre d'accidents et de blessures élevé parmi les enfants. Ce programme vise à aider les parents à mieux s'occuper de leurs enfants, à

protéger les jeunes enfants et à leur assurer un développement sain, stimulant et émotionnellement stable dans leur famille. La moitié au moins des parents vivant dans des zones défavorisées apprendront à être plus attentionnés.

43. Des mesures ambitieuses de prévention de diverses pratiques malsaines seront adoptées et appliquées à l'échelle nationale, notamment afin d'encourager des pratiques de nutrition saines, de réduire le nombre de blessures et de lutter contre les châtimements corporels. On s'attachera par divers moyens à aider les parents et les familles à offrir un environnement protecteur et stimulant pour les jeunes enfants et à les inciter à exiger des services de qualité sur le plan local. Cette aide prendra la forme d'un meilleur accès aux prestations et services sociaux qui ciblent tout particulièrement les familles défavorisées. Cette composante du programme de pays sera étroitement liée aux deux autres composantes. Dans le cadre du système sanitaire, notamment par l'intermédiaire d'un réseau d'infirmiers donnant des soins à domicile, de pédiatres et de médecins de famille, une plus grande attention sera donnée aux compétences parentales et au développement émotionnel et cognitif des enfants. On modifiera le mandat des services spécialisés et on mettra en place des systèmes d'aiguillage vers les autorités compétentes afin de permettre de repérer précocement les familles qui risquent de délaisser ou de maltraiter leurs enfants.

44. Cette composante appuiera les initiatives prises par le Ministère de la famille, des anciens combattants et de la solidarité entre les générations et le Ministère de la santé et des services sociaux. L'UNICEF travaillera également en partenariat avec les médias, notamment les chaînes de télévision, afin de toucher toutes les familles ayant de jeunes enfants. Des réseaux locaux de parents seront organisés avec le concours des associations de parents afin de faciliter l'apprentissage de techniques parentales et d'aider les parents à demander des services de qualité.

45. **Le programme de plaidoyer en faveur de politiques et de partenariats pour la défense des droits des enfants** est conçu pour aider le Gouvernement à mener à bien la réforme des dépenses publiques préconisée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il permettra de suivre étroitement la situation des enfants de sorte que la réaffectation des ressources débouche sur des services publics plus efficaces et plus équitables. La réforme de l'administration publique, notamment les mécanismes de développement régional et local, doit aussi s'accompagner d'une analyse de la façon dont ces mécanismes influent sur l'accès équitable de tous les enfants aux services et estompent ou, au contraire, aggravent les disparités. Les entités responsables de cette composante du programme de pays coopéreront étroitement avec le Gouvernement afin de l'aider à mettre au point un mémorandum commun sur l'inclusion sociale avec la Commission européenne, l'idée étant de placer la santé, l'éducation et la protection des enfants issus de zones marginalisées et exclues au centre des débats.

46. Cette composante permettra de formuler des avis techniques à l'intention du Gouvernement concernant l'élaboration de politiques, lois et règlements et la planification et l'allocation de ressources en faveur des enfants; à cet égard, une attention particulière sera donnée aux groupes exclus. Le dialogue ainsi établi sera appuyé par des recherches et des évaluations opérationnelles ciblées, notamment une évaluation du rapport entre le coût et l'efficacité des services offerts aux enfants défavorisés. La base de connaissances sur les enfants sera renforcée et le système indépendant de collecte de données et de suivi du respect des droits des enfants sera amélioré. En étroite collaboration avec le Bureau national de statistique, des

indicateurs clefs concernant les enfants seront incorporés dans les systèmes de collecte de données existants, la priorité étant donnée aux indicateurs sur la violence à l'égard des enfants. L'UNICEF continuera de coopérer étroitement avec le Bureau du Médiateur pour les enfants afin de renforcer le suivi indépendant du respect des droits des enfants.

47. Des activités de communication seront menées dans le cadre de cette composante afin d'appuyer toutes les autres composantes et les activités de collecte de fonds en vue de faciliter l'évolution des systèmes, des mentalités et des comportements. Cette composante appuiera la participation des enfants et l'initiative « Ville amie des enfants ». Un club des éditeurs en faveur des droits des enfants sera créé afin d'aider les médias à se doter de pratiques qui aillent dans le sens des principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment afin qu'une plus large place soit accordée aux questions touchant les enfants.

48. Des partenariats seront instaurés avec les médias et le secteur privé afin de mobiliser des ressources financières aux fins de l'exécution du programme. Après une croissance très rapide, on assistera inévitablement à un tassement des ressources émanant du secteur privé, encore que toutes les sources de financement n'aient pas été explorées. Dans un premier temps, l'accent sera mis sur la fidélisation des donateurs existants. On privilégiera la méthode consistant à solliciter les particuliers par courrier et l'on prêter une attention particulière à l'instauration de partenariats intégrés et à long terme avec les entreprises. La participation de personnalités à des manifestations fortement médiatisées continuera à être un élément crucial des activités de collecte de fonds. La vente d'articles sera renforcée, notamment la vente au détail et la vente par correspondance.

49. Outre les activités de collecte de fonds organisées en Croatie afin de couvrir le coût du programme, des activités de collecte seront aussi lancées dans le pays en faveur d'enfants d'autres parties du monde, notamment afin de financer des secours d'urgence. Cela permettra à l'UNICEF de constituer graduellement un groupe de donateurs désireux d'appuyer des causes internationales.

50. Les activités touchant la formulation de politiques, les recherches, la mobilisation et la communication seront principalement financées au moyen des revenus dégagés par la vente de cartes de vœux, tandis que le coût des campagnes et des projets sera financé par les contributions versées par les entreprises et les particuliers.

51. Cette composante appuiera les initiatives prises par le Conseil national de l'enfance, le Bureau du Médiateur pour les enfants et le Ministère de la famille, des anciens combattants et de la solidarité entre les générations. L'UNICEF coopérera également avec le Bureau national de statistique, des organismes de recherche indépendants, les autorités locales et la société civile.

52. **Les coûts intersectoriels** engloberont les dépenses de fonctionnement de base, telles que les dépenses liées aux services collectifs de distribution, au matériel, au carburant et à l'entretien des véhicules et les dépenses liées au personnel.

Principaux partenariats

53. L'UNICEF continuera de travailler sous la coordination générale du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne et comptera parmi ses principaux partenaires le Ministère de la santé et des services sociaux, le Ministère

de la science, de l'éducation et des sports, le Ministère de la famille, des anciens combattants et de la solidarité entre les générations, l'Institut de formation des enseignants, le Bureau du Médiateur pour les enfants, le Bureau des droits de l'homme et le Bureau national de statistique. Ses principaux partenaires dans la société civile seront des associations professionnelles, des associations de parents et des organisations non gouvernementales qui luttent directement contre la violence à l'égard des enfants. L'UNICEF dispose d'un atout particulier en Croatie puisqu'il a instauré de solides partenariats avec le secteur privé et les médias, qui continueront à jouer un rôle moteur en faveur du changement.

Suivi, évaluation et gestion du programme

54. L'exécution aux échelons national, régional et local reposera sur plusieurs partenaires, comme exposé plus haut. Un mécanisme sera créé sous les auspices du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne afin de suivre les progrès accomplis et de mettre au point le plan de travail annuel de l'année suivante.

55. Le suivi des résultats effectivement obtenus dans le cadre du programme de pays sera fondé sur un ensemble d'indicateurs, qui permettra d'évaluer régulièrement les partenaires gouvernementaux. Des évaluations menées sur le terrain avec le Gouvernement et le PNUD formeront la base d'une évaluation continue. Dans le cas des composantes du programme qui semblent prometteuses ou dont on pourrait tirer de précieux enseignements pour le Gouvernement, on procédera à des évaluations communes qui faciliteront l'examen à mi-parcours ainsi que l'élaboration des politiques et la transposition à plus grande échelle des activités qui ont donné de bons résultats.